

cinquième zone

A
L
I
R
E
A
D
I
S
C
U
T
E
R
A
P
H
O
T
O
C
O
P
I
E
R
A
F
A
I
R
E
C
I
R
C
U
L
E
R

C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT LUTTER !

Depuis trois semaines, depuis que les grèves de la SNCF, de la RATP, de la fonction publique en partie ont réveillé le pays, le climat a changé. C'est le printemps en hiver. Partout on discute, dans les assemblées générales de grévistes, bien sûr, mais aussi dans la rue, en stop, dans les manifestations, entre travailleurs, entre étudiants et ouvriers, entre toutes les catégories de la population. Et si toutes ne sont pas favorables à la grève, la plupart sympathisent avec les objectifs du mouvement et toutes s'accordent à reconnaître qu'il a permis de renouer des liens de solidarité que la crise, la mesquinerie du chacun pour soi, avaient fait oublier. Et toutes, comme n'ont pas cessé de le répéter les grévistes, sentent que c'est de l'avenir de chacun qu'il s'agit et de l'avenir des jeunes. En réalité, ce dont tout le monde discute et ce à quoi beaucoup aspirent est le changement de société.

Après plus de trois semaines de grève pour certains, nombre de grévistes de la SNCF, de la RATP, de la poste, de l'enseignement et de plusieurs autres secteurs de la fonction publique ont repris le travail. La tête haute.

Ils ont réussi à rentrer dans la gorge

de Juppé ses atteintes à leurs retraites. Il lui ont aussi fait abandonner,

**TOUS ENSEMBLE,
TOUS ENSEMBLE,
C'EST TOUS
ENSEMBLE QU'IL
FAUT LUTTER !**

en tout cas pour un bon moment, les nouvelles mesures fiscales (suppression de l'abattement de 20%) qu'il envisageait. Mais ils n'ont pas pu obtenir le retrait du plan Juppé qui vise à pressurer les plus pauvres pour renflouer les caisses de la Sécurité sociale. Il aurait fallu pour cela imposer au gouvernement une défaite à plate couture. Il aurait fallu que les travailleurs du secteur privé rejoignent ceux du secteur public. En un mot, il aurait fallu une véritable grève générale.

Mais, au-delà de leurs revendications partiellement satisfaites, les grévistes de décembre 95 ont gagné beaucoup plus, et pas seulement pour eux mêmes. Ils ont rappelé, pour la première fois depuis

Cinquième zone

Cinquième zone veut donner la parole à la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires.

Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brimades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir pour étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Diviser pour régner, la recette est ancienne mais toujours bonne.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce droit, personne ne leur en fera l'aumône. Ce n'est qu'en luttant contre tous les oppresseurs et toutes les oppressions qu'elles le gagneront.

TOUS ENSEMBLE

(suite de la p.1)

des dizaines d'années, aux puissants, aux patrons, aux technocrates pour qui le SMIC est un seuil et le chômage une donnée statistique, qu'il fallait compter avec les travailleurs. Et que ceux-ci, quand ils s'y mettent, ont les moyens, le courage et la force de mettre les gouvernants, même aussi arrogants que Juppé, en échec. Mais par dessus tout, ils ont rappelé aux opprimés eux-mêmes qu'il n'est qu'une issue aux problèmes qui les assaillent : celle de la lutte.

Si ce rappel est entendu, décembre 95 marquera un tournant et, s'il se trouve suffisamment d'habitants des banlieues et de jeunes pour saisir la balle au bond, l'occasion de changer réellement les choses.

AGIR ENSEMBLE CONTRE LE CHÔMAGE

Parti sur des revendications concernant essentiellement les salariés, le mouvement de grève de ces dernières semaines a évolué. En effet, au cours du conflit, dans les discussions en assemblées générales, dans les slogans criés dans les manifestations et sur les banderoles, la question du chômage et des moyens de lutter contre lui est devenue de plus en plus présente. Cette question est celle qui -au-delà des revendications sur les retraites, le contrat de plan SNCF ou le plan Juppé- préoccupe les travailleurs, ceux qui étaient en lutte et ceux qui ne l'étaient pas.

On a ainsi vu surgir des banderoles réclamant l'embauche définitive de tous les salariés actuellement placés sous des contrats précaires (CES, interim, auxiliaires de la fonction publique, CDD et autres CIE). La revendication d'une diminution significative du temps de travail pour permettre l'embauche des chômeurs traduit l'inquiétude de toute la population devant la montée du fléau qui mine la société. Le contrat initiative emploi (CIE) dont se vante tant Juppé est une aubaine pour les patrons. 2000 francs par mois de salaire remboursé aux patrons et exonération des charges patronales pendant deux ans. Autrement dit, un patron s'offre un salarié à plein temps pour 3 000 francs nets. Les CDD (contrats à durée déterminée) représentent actuellement 70% des embauches. 46% des chômeurs touchent maintenant moins de 3000 francs par mois.

Parce qu'ils se sont battus, ceux du public ont remporté une première manche et fait reculer le gouvernement sur leurs revendications propres. La prochaine lutte, celle qui ne manquera pas de surgir dans les prochaines semaines ou les prochains mois mettra au premier plan la lutte contre le chômage.

**Embauche de tous les salariés à statut précaire !
Les 32 heures sans perte de salaire avec embauche de chômeurs !**

TOUS DES PRIVILEGES ?

Pendant la grève toutes les chaînes de télé présentaient chaque soir, sous des noms différents, le même feuilleton indécent : "La nouvelle journée de galère pour la famille Monlapin victime des privilégiés en grève"... Mais la plupart des familles Monlapin (ou autre chose) du pays avaient plus de jugeotte que certains journalistes et tous les ministres : elles savaient que les grévistes avaient raison, qu'ils se battaient pour tout le monde aussi et, malgré la gêne occasionnée par la grève, la campagne menée contre elle n'a pas réussi à la rendre impopulaire. Loin de là. Les présentateurs de télé et les ministres (qui touchent de dix à vingt fois le SMIC) avaient le culot de présenter des travailleurs à sept ou huit mille francs par mois comme des nantis.

En réalité, quand il s'agit d'abaisser le niveau de vie de la population, tout le monde est privilégié à leurs yeux. Souligner les maigres différences entre le sort des uns et celui des autres pour masquer les énormes inégalités entre eux et la masse de la population, voilà ce qu'ils appellent lutter pour l'égalité !

On peut jouer à ça longtemps : les SMICards ont des privilèges par rapport aux RMistes, les chômeurs indemnisés aussi par rapport à ceux qui le ne sont pas, tout comme ceux qui habitent une HLM dans une ZUP de banlieue par rapport aux SDF, etc.

Nous rendre tous RMistes, SDF et assidus aux Restos du coeur, c'est ce que les bourgeois appellent la lutte contre les privilèges. Quant aux fortunes qu'ils accumulent sur le dos des travailleurs, ce ne sont pas des privilèges. C'est un droit. Celui du plus fort. A nous d'être les plus forts.

RACISME :

FERME

POUR CAUSE DE GREVE

Un micro-trottoir. Un homme est interrogé. Il a froid, marche et galère, comme tout le monde. Mais il garde le sourire et affiche sa sympathie à la grève, comme beaucoup. Avec une raison supplémentaire. Il est noir et tient à dire que "depuis le début de la grève, il n'a pas entendu une seule réflexion raciste" et que ça change. Quand la lutte sociale est en marche, les préjugés et les toiles d'araignées imbéciles que certains ont dans la tête tombent. On l'avait mainte fois vu dans le passé. On le vérifie encore aujourd'hui. Il n'est pas de meilleur antidote au racisme que la lutte de classe.